Numéro 142

Jeudi
8 mai 1980

Prix : 1 F

12, Cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Peyrefitte : le non-retour de la concertation • Etudiants : fièvre solidaire pour les étrangers • Suède : la gestion de droite paralyse le pays • Accidents : conclusions délirantes sur les statistiques de Bonnet • Famille : natalisme et mépris • Municipalités de gauche : aujourd'hui, Meaux • Chômage des femmes dans la C.e.e • Vacances : des enfants Sahraouis en France

Funérailles au sommet à Belgrade

« On ne doit aux morts que la vérité»

« Admirable vertu de la mort ! Seule elle révèle la vie. L'homme vivant n'est vu de chacun que par un côté, selon qu'il le sert ou le gêne. Meurt-il ? On le voit alors sous mille aspects nouveaux, on distingue tous les liens divers par lesquels il tenait au monde».

Cette réflexion - extraite de l'Histoire de France de Michelet, dont la préface comporte ces mots : « doucement, messieurs les morts, procédons par ordre s'il vous plaît...» - pourrait occuper l'esprit de quelques-uns des innombrables voyageurs actuellement en route vers Belgrade.

Sa vie durant, le maréchal Tito a presque toujours compté plus d'ennemis que d'amis. Et ses pires ennemis ont longtemps été parmi ceux qui auraient dû être ses amis. Communiste, il fût, dès l'abord, considéré comme un adversaire par le camp « occidental». Tandis que l'autre camp allait bientôt le juger traite à la cause du communisme international.

Et voilà cependant que par « l'admirable vertu de la mort», les uns et les autres s'en vont se retrouver pour communier ensemble, dans une célébration sans retenue de ses louanges.

Entre deux impérialismes

On a assez dit que tous les Grands vivants seraient autour du mausolée du Grand mort. Il y aura, à cette cérémonie de têtes, des pensées diverses et des arrières-pensées. Combien, qui vont se recueillir et exposer leurs regrets et leur douleur, souhaiteront au fond d'eux-mêmes enterrer le titisme avec Tito. Voir disparaître une certaine forme de communisme aux marches de l'Europe de l'Est, jugée coupable et condamnée pour hérétisme. Voir s'éteindre aussi avec celui qui en fût l'initiateur et en resta le symbole, l'espérance en un nouvel équilibre du monde, par la montée en puissance des peuples et des nations refusant de s'aligner sur l'un des deux impérialismes.

Il est vrai que cette espérance avait déja commencé de décroître, à mesure que les non-alignés devenaient de plus en plus nombreux à s'aligner. Comme le vieux maréchal l'avait lui-même constaté à la conférence de la Havane, l'été dernier, mesurant les conséquences de la diplomatie de conquête idéologique de l'U.r.s.s en direction du Tiers-Monde.

Depuis lors, la conquête idéologique a été poursuivie, cette fois par les armes. Comme en Afghanistan, au nom de l'orthodoxie soviétique aujourd'hui affirmée, selon laquelle chaque Etat à l'obligation de choisir son camp. Et que celui des révolutionnaires a désormais le droit d'aider un peu les autres à choisir le bon : celui de leur « révolution». Théorie que de nombreux Partis communistes récusent, mais que d'autres acceptent. C'est le cas de celui de France, qui l'a fait bruyamment. Contredisant ainsi la pensée, l'action, la vie du maréchal Tito, comme il avait d'ailleurs jadis condamné « sa clique» en ces termes : « ramassis d'espions et d'assassins au service des impérialistes» (Jacques Duclos, novembre 49).

Avant hier, Georges Marchais reconnaissait dans son hommage à « un grand révolutionnaire de notre temps» que parmi d'autres difficultés, Tito avait eu à surmonter celles résultant des « condamnations injustes et des pressions du mouvement communiste international, y compris du Parti communiste français...».

Cette tardive autocritique ne saurait autoriser les dirigeants du P.c.f à donner, maintenant, aux autres des leçons. Comme le fait René Andrieu dans *l'Humanité* de mercredi qui se permet de commenter sévèrement le message de François Mitterrand au peuple yougoslave !

Dernier message

Ce qui me fonde alors à rappeler l'une des dernières professions de foi du maréchal Tito, afin que l'éditorialiste de *l'Humanité* veuille bien réfléchir à son application à l'invasion de Kaboul par les Russes qu'il approuve.

C'était au sommet des non-alignés à Cuba en septembre 1979 : « nous n'avons jamais cessé de nous prononcer avec constance contre la politique des blocs et la domination étrangère, contre toutes les formes d'hégémonies politique et économique, pour le droit de chaque pays à la liberté, à l'indépendance et au développement autonome».

Remettre aujourd'hui en mémoire ce message est servir la vérité. « On doit des égards aux vivants, on ne doit aux morts que la vérité», disait Voltaire.

Georges Fillioud

épingle

« Un promoteur, c'est une personne qui fait beaucoup de promesses et qui ne les tient jamais».

Dans la copie d'une élève d'un C.e.s du Tarn.

Politique industrielle et finances publiques

Le redéploiement au service des intérêts privés

La vraie nature du giscardisme se révèle. L'autre semaine, Monory livrait en Conseil des ministres, puis peu après aux journalistes, sa philosophie du secteur public. Qui tient en trois points :

— les entreprises publiques doivent être gérées comme des entreprises privées ;
— elles ne doivent pas étendre leur domaine au détriment du secteur privé ;
— les capitaux privés sont invités à faire leur entrée dans le capital des entreprises publiques. Pour le moment dans la limite des lois de nationalisation.

Cette semaine, Giraud livre au Conseil des ministres sa philosophie de l'intervention de l'Etat dans l'industrie privée. Philosophie toute simple : l'Etat donne de l'argent, les chefs d'entreprise s'en servent. Aides sélectives dans des secteurs dits « stratégiques» baptisés de jolis noms pour la circonstance : bureaucratique, robotique, offshore.

Et pendant ce temps là, la procédure de préparation du budget de 1981 se poursuit à coup de réductions spectaculaires de crédits, que ce soit sur les créations d'emplois ou même les projets d'investissements.

Il se dégage de tout cela une certaine image. Non pas celle du libéralisme de pacotille qui sert d'instrument de propagande au pouvoir, mais celle de la mise de l'appareil financier de l'Etat au service des intérêts privés.

La notion même d'entreprise publique et nationale, capable de dynamiser le déve-

(suite en page 2)

POSITION

A l'occasion du débat de politique familiale

Troisième enfant : le million du mépris

par François Autain

Il y a deux circonstances dans lesquelles le gouvernement et sa majorité consentent à débattre de la politique familiale : la perspective d'un débat sur l'interruption volontaire de grossesse et la proximité d'échéances électorales.

Dans le premier cas, l'avenir semble désormais bouché, puisque la loi sur l'I.v.g a été prorogée à titre définitif. Il ne faut donc rien attendre de ce côté là.

Dans le second cas, au contraire, tous les espoirs sont permis étant entendu qu'au niveau du discours, dans ces périodes fastes que sont les périodes pré-électorales, les discoureurs de la majorité ne reculent devant aucun excès. Il leur arrive même de dire n'importe quoi... Souvenons-nous des 2000 crèches du programme de Provins ! Ou des 6 mois de «congé maternité» du programme de Blois. Ou encore des contrats de progrès de Georges Pompidou en 1970. Et surtout des promesses de Giscard d'Estaing qui, au lendemain de son élection, s'engageait à mettre au point une politique globale de soutien à la famille. Enfin, l'ambition du même de faire de 1980 l'année de la famille !

Car, enfin, suffirait-il de payer 10.000 F le 3e enfant pour que les femmes puissent s'estimer comprises et respectées ? Non, car, en vérité, tous les chiffres le confirment - qu'ils émanent du rapport Sullerot ou du rapport Bourson -, depuis 1945, les prestations familiales se dégradent, la situation des familles modestes se détériore.

Spectaculaire et inefficace

Pourtant un million, ça sonne bien. Et puis quel cadeau quand on pense que, chaque semaine des millions de français et de françaises se bousculent au loto ou au P.m.u dans l'espoir de gagner tout ou partie de cette somme ! On peut spéculer sur la fascination que peut exercer cette perspective à l'encontre de certaines familles. C'est prendre les gens pour plus bêtes qu'ils ne sont.

Alors à quoi sert ce million ?

Perçue comme étroitement nataliste, cette mesure a toute chance de s'avérer inefficace, une fois que les familles les plus modestes auront fait leurs comptes. Elles s'apercevront alors qu'il s'agit d'un attrape-gogos. Le gouvernement « met le paquet» pour la naissance de l'enfant, mais après il s'en désintéresse.

Un effort moins spectaculaire mais plus durable aurait été préférable. Mais il aurait été plus coûteux et c'est sans doute la raison de cette mesure étriquée, méprisante, cynique.

Il fallait faire quelque chose pour les familles après tout ce qui avait été dit et promis, et choisir entre toutes les solutions celle qui préservait le meilleur rapport coût - impact électoral.

Politique industrielle et finances publiques

(suite de la première page)

loppement et de servir par priorité les intérêts du pays est gommée au profit de celle «d'initiative privée que l'Etat se doit d'aider».

En soi, la notion de contrat entre l'Etat et des entreprises privées n'est pas à rejeter. Mais qui dit contrat suppose des engagements réciproques. C'est loin d'être le cas dans ces fameux «contrats de développement» inventés par Giraud et qui n'ont de contrats que le nom. Car les obligations des industriels se borneront à faire du profit... On s'en serait douté !

Voilà donc ce que dissimule - mal - ce fameux redéploiement des finances publiques dont on nous rebat les oreilles depuis des années. Dénationalisation silencieuse et privatisation des derniers publics vont de pair. Pour le plus grand profit de qui ? Des principaux mandataires de Giscard.

Des petits Sahraouis découvrent l'hexagone

Le 21 mai, l'Association des Amis de la République Arabe Sahraoui Démocratique, et le Parti socialiste, accueillent 120 enfants, qui arriveront du Sahara Occidental, et qui viennent passer 1 mois de vacances dans notre pays.

Ce qui a permis de réaliser cette entreprise de solidarité, fut le relais pris par la Fédération des élus et les municipalités de gauche.

En effet, Marseille, Albi et Belfort accueillent durant 1 mois 60 de ces enfants. 60 autres seront accueillis par des villes à direction communiste.

Les équipements sportifs et culturels des municipalités seront mis à la disposition de ces enfants. Des rencontres avec des écoliers français sont prévues.

Enquête : municipalités de gauche

Jean Lion à Meaux :

« Dialogue, concertation ... pourtant, les communistes s'abstiennent »

Lors de discussions au sein du groupe U.g.s.d (P.s. + M.r.g + apparentés) il était fréquent d'entendre que l'Union de la gauche ne vivait pas si mal, eu égard aux querelles nationales entre les deux partenaires essentiels de la gauche.

Lors de l'élaboration du programme municipal, qui fut notre Charte en 1977, que d'entousiasmes, d'espérances ! Nous allions, ensemble, agir pour le bien-être des travailleurs, dans l'intérêt des habitants de notre ville, sur un programme politique clair.

Après trois ans de mandat, que dois-je constater ? Malgré les efforts unitaires fait par le Parti socialiste, malgré la volonté permanente de démontrer que l'union était possible à la base, les élus communistes après quatre mois de dialogues ininterrompus, de concertation, d'élaboration du budget 1980 en commun, les élus P.c s'abstenaient de voter notre budget.

L'ont-ils fait sciemment pour casser l'unité ou bien ont-ils obéi à des consignes précises ?

La réponse est difficile. Cependant, je peux constater qu'après la décision prise par les élus socialistes de retirer leurs délégations de responsabilité aux deux adjoints communistes, ceux-là commencent seulement à mesurer la portée de leur refus. Ils deviennent, par logique même, opposants à la majorité socialiste du conseil municipal, tentant de faire croire à l'opinion locale qu'ils sont victimes de je ne sais quel autorisme du maire. Je n'ai fait preuve, à aucun moment, d'autorisme : je n'ai fait qu'appliquer les décisions votées au congrès d'Arras de la Fédéraétion des élus socialistes et républicains.

Bien sûr, cette mesure a aussi des conséquences pour nous, élus socialistes. Il nous faut maintenant être vigilants, présents partout, actifs. En clair, il nous faut être unitaires pour deux.

Les communistes ont choisi délibérément l'opposition. Tirons-en les conséquences et continuons à travailler efficacement pour notre ville. Regrettons cependant que la dynamique que nous avons su créer soit freinée momentanément par la rupture voulue par le P.c.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Le chômage des femmes dans la Commnauté Européenne

Dans les pays de la Communauté Européenne il existe un chômage surproportionnel des femmes. Cette constatation est le résultat d'une enquête du Comité spécial des femmes qui va fournir cet été au Parlement Européen un rapport sur la situation des femmes dans les pays de la Communauté Européenne.

Le résultat montre d'une façon alarmante le développement surproportionnel du chômage des femmes qui ne cesse de croître ; car aussi longtemps qu'il existera une discrimination de la femme dans le monde du travail il n'y aura pas à attendre une amélioration de la situation des femmes travaillant à l'intérieur de la Communauté Européenne.

Même dans la République allemande, où depuis 30 ans les droits de l'homme et de la femme sont constitutionnellement et fondamentalement reconnus, il n'existe qu'une timide amorce d'égalité pour la femme dans le monde du travail.

Le rapport a montré que dans la Communauté Européenne où vivent 130 millions de femmes (51,6 % de la population) il y avait (en 1979)5,6 % de chômage.

L'handicap des femmes apparaît en confrontant les chiffres : 4,9 % des hommes contre 6,7 % des femmes sont au chômage. Depuis 1974 où 2,9 % des travailleurs femmes étaient au chômage, le pourcentage n'a cessé de croître.

Les statistiques ne reflètent pourtant pas toute la vérité. Il existe un énorme chiffre noir, une fois encore : le nombre de femmes qui se résignent en ne demandant pas d'allocations de chômage est beaucoup plus important que celui des hommes.

Les chiffres d'un pays à l'autre sont très différents : la Belgique se situe à la pointe avec 14,9 %, l'Italie compte 10,2 % et dans la République fédérale allemande on ne trouve que 4,7 % de femmes en chômage. Tous les pays membres ont reconnu ce problème.

Afin de remédier à cet état de choses, le Fond social Européen prend part depuis 1978 à différentes actions.

Il y a, par exemple, des programmes de formation et de promotion pour :
— des filles sans travail à la fin de leur scolarité ;
— des demandeurs d'emplois étrangers afin de les insérer dans les structures de travail du pays d'accueil (par exemple : des stages de langues et d'alphabétisation rémunérés.
— des femmes de plus de 25 ans à la recherche du 1er emploi, ou pour celles qui ont subi une longue interruption, ou pour celles qui ont perdu leur emploi et qui aimeraient reprendre une activité ;
— l'insertion des femmes dans la vie active de plus de 35 ans se trouvant sans emploi.

En 1978, le fonds social de la Communauté a pu disposer, pour ces mesures, de 20 millions de DM. En 1979, de 19,25 millions de DM.

Cette somme ne fut pas entièrement dépensée par les pays membres, car l'Administration freine intentionnellement l'utilisation de cet argent. Cette année il est prévu 50 millions de DM pour le secteur des femmes.

La réalisation de cet ambitieux programme pourrait être un pas sur le chemin de l'égalité.

La première demande des socialistes du Parlement Européen est, néanmoins, la réduction générale du temps de travail afin de réaliser un partage plus équitable en faveur des femmes.

QUESTIONS ECRITES

de Claude EVIN

Sur l'absence de démenti apporté tant par le Premier ministre que par les pouvoirs publics aux propos rapportés dans divers organes d'information selon lesquels Michel Poniatowski aurait dû avoir emporté 250 kg de documents actuellement déposés dans un coffre en Suisse, au moment de son départ du ministère de l'intérieur.

Il demande si cette affirmation est exacte et quelles sont les dispositions qui régissent la distinction entre archives officielles et personnelles pour un membre du gouvernement qui quitte ses fonctions et quels contrôles sont effectués en l'espèce.

de Rolant FLORIAN

Sur la situation des infirmières qui travaillent à mi-temps après l'obtention de leur diplôme d'Etat. Pour être titularisées, les infirmières doivent faire un an de stage à temps complet après l'obtention de leur diplôme.

Logiquement, celles qui travaillent à mi-temps devraient être titularisées dans leur fonction après deux ans de stage à mi-temps. Or, il n'en est rien : ces infirmières sont considérées comme auxiliaires temporaires, alors même qu'elles occupent un poste budgétaire.

d'Edwige AVICE

sur les dangers encourus par les élèves et les enseignants du L.e.p, situé 92-96, rue Barrault, à Paris 13e.

En effet, en utilisant les machines-outils électriques dans les salles d'atelier, les élèves et les enseignants risquent l'électrocution, due au très mauvais entretien de la verrière formant toiture qui laisse pénétrer d'abondantes eaux pluviales.

C'est pourquoi elle demande de prendre toutes les mesures d'urgence pour mettre hors d'eau les locaux scolaires considérés.

de Gérard BAPT

Sur l'évolution du pouvoir d'achat des personnels de la fonction publique pour l'année 1979. En effet, alors que la promesse leur avait été faite du maintien de leur pouvoir d'achat, c'est en réalité une baisse de environ 2 % qu'ils ont constatée.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél. 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression :** Gaulier-Paris

• Samedi 10 mai, **Fête de la Rose** des Hauts-de-Seine à Antony avec François Mitterrand.

• Dimanche 11 mai, **Fête de la Rose** du Rhône à Feyzin avec Véronique Neiertz et François Mitterrand.

DECENTRALISATION
Des idées, des propositions pour les régions

Les huit présidents socialistes de Conseils régionaux, réunis mardi à Paris, ont décidé de demander au Premier ministre la convocation d'une réunion de travail sur les problèmes qu'ils ont examiné : augmentation des moyens en personnel des Conseils régionaux, extension des compétences des régions en matière de fonctionnement, aménagement du territoire et action économique, économies d'énergies et énergies nouvelles.

Après avoir remarqué que les propositions formulées en 1975 sur les questions de fonctionnement par l'ensemble des présidents de Conseils régionaux « n'avaient connu qu'un début d'exécution et pourraient de ce fait être reconduites », les présidents socialistes ont estimé nécessaire que « l'administration facilite le travail des élus en appliquant avec diligence les règles relatives au nombre des collaborateurs autorisés ».

Ils réclament également que le système dérogatoire de financement des parcs naturels régionaux soit étendu aux opérations d'intérêt régional, dans le domaine culturel, touristique et sportif, ainsi qu'à des actions économiques spécifiques définies dans le cadre d'une convention de l'Etat.

Enfin, ils souhaitent une consultation des Conseils régionaux dans le cadre de la révision de la carte des aides de l'Etat au développement économique, prévue pour 1980, ainsi que la mise à l'étude d'une formule permettant de mobiliser une partie de l'épargne au niveau des régions.

JOURNEES NATIONALES « MER »

Les Journées nationales de la Mer se dérouleront au Casino de Boulogne-sur-Mer le samedi 31 mai et le dimanche 1er juin.

Les commissions mises en place se répartissent comme suit :
— ressources halieutiques (pêche, aquaculture...) ;
— transports, marine marchande, construction navale ;
— droit de la mer, droit maritime, relations internationales ;
— problèmes d'actualité.

Après présentation des rapports des commissions et discussion générale en séance plénière, des allocutions de Michel Pezet, Alain Bombard et François Mitterrand clôtureront ces journées.

Des délégations des autres Partis socialistes européens sont invitées à participer aux travaux.

Ces journées sont ouvertes à la presse.

Télé-P.S.

COMME LA DROITE N'A PAS D'AUTRE POLITIQUE

ET QUE CELLE QU'ELLE FAIT ECHOUE,

SON AVENIR EST DANS L'OPPOSITION

Décision d'abord, concertation ensuite :

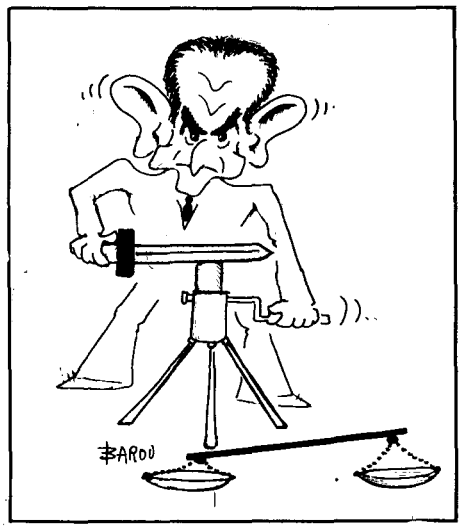
La démocratie selon Peyrefitte

Il faut écouter Alain Peyrefitte. Académicien et ministre, il sait trouver les formules qui donnent, en quelques phrases, l'essence même de la démocratie avancée selon Giscard.

Ainsi sa réponse, mardi, à un auditeur de France-Inter qui s'étonnait du secret ayant entouré le projet de réforme de la justice : « Nous n'avons pas procédé à ce qu'on appelle généralement la concertation, c'est-à-dire des tables rondes avec les organisations professionnelles, parce que ce genre de concertation a pour effet de rendre aussitôt public le projet dont il s'agit, et pour le succès du projet de loi il était indispensable que la phrase de préparation demeure suffisamment confidentielle... Il fallait *d'abord que ce projet atteigne un point de non-retour, c'est-à-dire une décision du gouvernement, et qu'à partir de là, la concertation puisse s'engager...* ».

On ne saurait exprimer plus clairement une méthode de gouvernement fondée sur le mépris des citoyens et le refus des procédures démocratiques élémentaires. C'est une nouvelle définition du libéralisme qui nous est ici proposée sur l'air de « Les chiens aboient, la caravane passe ». Il y a ceux qui commandent et décident, dans le secret, et ceux qui subissent et protestent... après.

Autre précision fournie par le Garde des Sceaux : « La justice est représentée traditionnellement par une balance, qui est le symbole de l'équilibre. Or, le projet de loi que nous présentons se veut équilibré. Il y a équilibre entre, d'une part, les mesures qui



sont prises en faveur de la sécurité des Français, et d'autre part des mesures qui sont prises en faveur de la liberté des Français ».

Or, il apparaît clairement, et les réactions des « organisations professionnelles » l'ont unanimement dénoncé, que cet « équilibre » n'est qu'une fleur de réthorique dans la bouche du ministre.

Mais surtout, pourquoi opposer avec tant d'insistance les notions de liberté et de sécurité ? Sinon pour faire comprendre aux Français qu'en république giscardienne les chiens - pardon, les citoyens - ne sont autorisés que tenus en laisse, et que c'est la condition de leur bonheur ?

Quatre ans ont suffi à la droite :

La Suède en déséquilibre

La Suède, pays paralysé : plus de transports en commun, plus de T.v, un million de travailleurs lock-outés. C'est une véritable lame de fond dans ce pays où le temps semblait figé. Qu'on en juge : la Suède est en paix avec le monde depuis 1814 ! Elle avait réalisé la paix sociale sans la moindre rupture depuis 1938.

Enfin, jusqu'en 76, elle avait gardé, 45 ans durant, le parti social-démocrate au pouvoir.

En somme, les suédois avaient depuis 165 ans consacré beaucoup d'efforts à la paix sous toutes ses formes. Et l'expérience qu'ils vivent, bien qu'elle engendre des critiques de conception sérieuses, ne peut que fasciner tous les socialistes. Aussi, la rupture d'une situation qui paraît immuable ne peut laisser indifférent.

La première secousse à l'édifice eut lieu en 76 lorsque, la démocratie jouant son rôle, les sociaux-démocrates durent céder la place à la droite. En effet, on ne dirige pas un pays pendant 45 ans sans faire évoluer les institutions dans le sens le plus favorable à la diffusion de ses idées et à la réalisation de ses projets. La droite dirige donc le pays depuis 4 ans, en déséquilibre permanent dans un système qui ne convient pas à son action.

Car le gouvernement social-démocrate avait à priori la confiance des syndicats, même si ceux-ci poursuivaient une politique autonome et revendicative. Cela veut dire que s'accomplissait une médiation permanente et que la satisfaction des revendications s'obtenait pas une poussée constante et irrésistible, plutôt que par des sursauts conflictuels aux résultats arrachés.

Le gouvernement de Monsieur Fälldin ne joue plus le même rôle et est accusé par les syndicats de « mener une politique accentuant les inégalités sociales » et de « soutenir le patronat ».

La deuxième secousse qui ébranla l'édifice est évidemment la crise économique mondiale. Encore s'agit-il d'en limiter l'incidence. On en a, chez nous, un exemple parfait (professoral, pourrait-on dire) de l'usage que fait tout gouvernement de droite de l'aggravation de la crise pour tenter de modifier, voire de supprimer certains avantages sociaux. C'est apparemment ainsi que se comporte Fälldin. Il est au moins indirectement responsable de la nouvelle attitude intransigeante du patronat suédois, qui préconise un blocage des salaires et refuse toute négociation.

La Suède est entré en déséquilibre social il y a quatre ans. Elle n'en sortira réellement (une fois le présent conflit calmé, ce qui pourrait prendre du temps) qu'en rétablissant, lors des prochaines élections, le parti d'Olof Palme au pouvoir.

Etudiants

Le mouvement s'étend et se durcit

Le mot d'ordre lancé depuis Grenoble par le comité de coordination étudiante devait étendre mercredi la grève à l'ensemble des universités françaises. Le mouvement, déclenché contre la loi Bonnet et le décret Imbert, par solidarité avec les étudiants étrangers, en est à sa sixième semaine.

Jean Imbert, président de la Commission Nationale pour l'inscription des étudiants étrangers, vient d'adresser aux présidents d'université une lettre qui annonce, de l'avis des responsables étudiants, une certaine volonté « d'assouplissement » des modalités initialement prévues pour l'accueil (sic) des ressortissants étrangers.

Le mouvement se poursuit néanmoins et la grève de mercredi devrait être pour les étudiants l'occasion d'élargir leurs objectifs en posant, notamment, le problème de la restructuration de l'université française.

Sur les campus de Caen, Rennes, Lyon, Grenoble, les derniers jours ont été marqués d'incidents souvent violents qui manifestent aussi bien le ras-le-bol des étudiants, dont la participation aux A.g est plus importante que jamais après six semaines d'agitation (plus de 3.000 lundi à Grenoble), que les limites de la volonté de dialogue du gouvernement : réprimer d'abord, discuter ensuite semble plus que jamais la devise du tandem Beullac-Saulnier-Seité. C'est d'ailleurs au nom de cette dernière que vient d'être déposée auprès de la Mairie de Paris une demande de démolition des bâtiments de l'université de Vincennes, en dépit des refus réitérés des étudiants et des professeurs qu'on prétend ainsi entasser, à 30.000, dans un espace prévu pour 10.000 personnes au plus.

Dans l'université, la décrispation n'est pas pour demain ....

Bulle

Le dernier bulletin du ministère de l'Intérieur publie, sur une pleine page, la répartition des victimes d'accidents de la route par catégories d'usagers en 79. Avec l'évolution en pourcentage par rapport à l'année précédente.

C'est instructif. Parce que ça ne veut rien dire.

D'abord, victimes ou responsables, tout le monde est dans le même sac.

Ensuite, le pourcentage de tués par rapport au nombre d'usagers de chaque catégorie ne figure pas d'avantage.

Enfin, ces chiffres « démontrent » qu'il vaut mieux circuler en 35 tonnes (seulement 21 tués en poids lourds), qu'en voiture (780 morts) et surtout qu'en deux roues (958 morts).

Ce qui prouve que plus on est « gros », moins on risque. On savait déjà que dans la jungle routière, la masse de tôle était facteur d'une réputation de sagesse.

Comme l'indique la palme de la dangerosité - plus de mille tués cette année là - qui revient... aux piétons.

Des enragés qui circulent sans permis, sans ceinture de sécurité, en consommant sept litres au sang.